

## **DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2025-06-100**

26 juin 2025

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches**

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2023-858 du 6 septembre 2023 relatif à la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 26 juin 2025,

### **Exposé des motifs**

En avril 2025, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires disposaient de deux mois pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2023, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

## Décide

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par décret, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**FRANCE  
compétences**

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Fait à Courbevoie

Le 26 juin 2025

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration

### **Annexe :**

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

## Recommandations de France compétences à la branche du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés (à titre indicatif) : 2046, 783**

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP37614	Directeur d'établissement sanitaire, social ou médico-social (MS)	11160	9996	4000	10568	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP38659	Métiers de la protection juridique des personnes vulnérables (fiche nationale)	9750	9507	4000	9507	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP38862	Activités juridiques : mandataire judiciaire à la protection des majeurs (fiche nationale)	9750	9619	4000	9619	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP38991	Psychologie : Neuropsychologie (fiche nationale)	11160	9462	4000	9856	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP38992	Psychologie du développement (fiche nationale)	11160	9462	4000	9856	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP39247	Coordinateur du secteur médico-social	9750	9219	4000	9524	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP39645	Médiateur familial	9750	8626	4000	8985	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP39793	Assistant familial	7725	6997	4000	7288	NON CONFORME

\*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés